



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mai 2000 relatif à l'exploitation de la carrière de calcaire sur les communes d'Aurignac et d'Alan par la société Carrières et Matériaux du Grand-Ouest (CMGO)

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R.181-45, R.181-46 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000, modifié par arrêtés complémentaires du 22 avril 2003 et du 11 février 2015 autorisant l'entreprise BERNADETS SA dont le siège social est situé à AURIGNAC, à exploiter une carrière de calcaire, sur les communes d'AURIGNAC et ALAN (31), pour une superficie totale de 36 ha 31 ca et une durée de 30 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} avril 2021 portant autorisation de changement d'exploitant au bénéfice de la société Carrières et Matériaux du Grand-Ouest (CMGO) dont le siège social est situé avenue Charles Lindberg 33 700 MERIGNAC ;

Vu la demande d'examen au cas par cas et le porter à connaissance du 25 janvier 2022 reçus le 31 janvier 2022 présentant les modifications des conditions d'exploitation de la carrière de calcaire sur les communes d'Aurignac et Alan ;

Vu la décision de non-soumission à évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du Code de l'environnement en date du 14 mars 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 mai 2022 ;

Considérant que la demande de modification d'exploitation par approfondissement susvisée ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant le porter à connaissance produit par l'exploitant afin d'appréhender le projet et le réaménagement envisageable ainsi que les incidences de ces modifications;

Considérant, au vu des conclusions de l'étude, que la demande de modification de la remise en état finale du site ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les impacts prévisibles du projet sur l'environnement ne sont pas significatifs compte tenu des modalités d'exploitation avec un phasage bien défini et une réhabilitation de l'installation à la fin de l'exploitation ;

Considérant que la modification d'exploitation par approfondissement n'entraînera pas d'incidences supplémentaires par rapport à celles générées actuellement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Considérant que, par courrier en date du 19 mai 2022, notifié le 23 mai 2022 le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de la société CMGO pour formuler ses éventuelles observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société CMGO n'a pas formulé d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art.1^{er} – La société CMGO, dont le siège social est situé avenue Charles Lindbergh 33 700 MERIGNAC, est autorisée à modifier les conditions d'exploitation d'une carrière de calcaire, sur les communes d'AURIGNAC et ALAN (31), prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 mai 2000, dans les conditions des articles suivants du présent arrêté.

Art.2. – L'article 16.2. de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 est modifié comme suit :

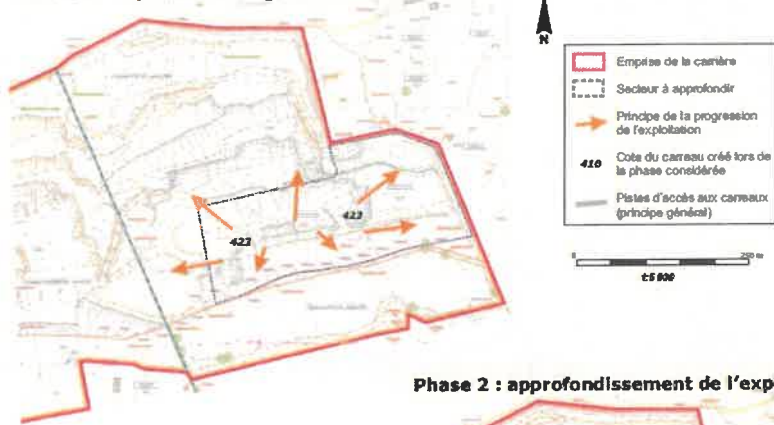
4-L'exploitation est réalisée par création de 6 fronts de taille successifs dont les bases sont respectivement situées à la cote 398 m NGF, 410 m NGF, 425 m NGF, 440 m NGF, 455 m NGF et 470 m NGF selon le plan de phasage annexé au présent arrêté. Le plan de phasage en annexes 1 à 6 est complété pour prendre en compte les deux carreaux supplémentaires créés dans la modification par approfondissement. Les gradins créés sont réaménagés de manière coordonnée avec les travaux d'extraction.

Art.3. – L'article 17. de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 est complété comme suit :

3-En fin d'exploitation, le carreau de la carrière doit se situer à la cote 398 m NGF. La partie supérieure du 6^{eme} front est située à la cote 485 m NGF.

Art.4.– Les plans de phasage, annexes 1 à 6 de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000, sont complétés avec le plan suivant présentant les 3 prochaines années d'exploitation :

Phase 0 : exploitation du gisement autorisé



Phase 1 : approfondissement de l'exploitation



Phase 2 : approfondissement de l'exploitation



Art.5 – L'annexe 7 plan de remise en état final après exploitation de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2000 est remplacée comme suit :



Art.6. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art.7. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art.8. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art.9. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairies d'Aurignac et d'Alan et peut y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies d'Aurignac et Alan pendant une durée minimale d'un mois. Les maires font connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art.10. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et les maires des communes d'Aurignac et d'Alan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société CMGO.

Fait à Toulouse, le 17 JUIN 2022

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général

Serge JACOB